

TRIBUNE En dépit des ajustements apportés pour augmenter le revenu des producteurs, l'opacité du marché laitier continue à jouer contre ceux-ci, explique le spécialiste d'Agriidea Pascal Python.

Lait d'industrie: la loi de l'offre et de la demande fonctionne à sens unique



NOTRE INVITÉ
Pascal Python
Chef du groupe
Production animale,
Agriidea

Le prix du lait d'industrie en Suisse souffre d'un manque de transparence récurrent, et ce, au détriment du premier maillon de la chaîne, les producteurs. Deux canaux de valorisation sont en effet à distinguer: le lait de fromagerie et le lait d'industrie. Si, pour le premier, le producteur obtient une meilleure valorisation de son lait sur le marché, pour le deuxième, en filière industrielle (produits frais, beurre, poudre, etc.), les prix sont au plus bas. Comment a évolué la situation économique des producteurs depuis la suppression des prix garantis par l'État en 1999? Bref historique des profondes transformations de la branche laitière. Depuis 2000, un producteur sur deux a jeté l'éponge, et ceux restant actifs ont doublé leurs volumes de production. Les principales causes de ces restructurations sont la libéralisation du marché du fromage avec l'Union européenne, la suppression du contingentement laitier et la baisse continue du prix du lait, d'une moyenne de 74 ct./kg (2000 à 2008) à un prix inférieur pour la première fois à 60 ct. en 2010. L'introduction par l'Interprofession du lait (IP Lait) de la segmentation du prix sur trois niveaux (A, B et C) en fonction du produit final transformé n'a pas permis d'enrayer la chute. Aujourd'hui, le producteur touche un prix mixte (composé des prix des segments A et B) fluctuant entre 50 et 60 ct. selon la table des suppléments/déductions imposée par l'acheteur. Le segment C sert à réguler les excédents. Les producteurs laitiers évoluent donc dans un marché semi-libéralisé. Aux variations saisonnières habituelles (pics au printemps) s'ajoutent désormais les fluctuations plus fortes propres au marché. Celui qui fait du lait d'industrie en reçoit-il de ce fait une meilleure valeur ajoutée? Le constat est amer: malgré des structures de plus en plus spécialisées se traduisant par une rationalisation du travail et une productivité plus élevée, ils sont nombreux à ne plus couvrir leurs coûts de production. En plaine, ce coût (incluant bâtiments, installations, main-d'œuvre, alimentation, etc.) est de 1 franc par litre, pour un revenu effectif horaire de 19 francs. Pour une exploitation de montagne, c'est deux fois plus cher, pour un revenu horaire de 13 francs. Les paiements directs liés aux prestations écologiques requises versés par la

Confédération couvrent un cinquième de la dépense totale en plaine, et un tiers en montagne. La vente du lait ainsi que les sous-produits liés devraient couvrir le solde. Portées à bout de bras par les exploitations laitières elles-mêmes, des initiatives «lait équitable» (1 franc revenant au producteur) ont vu le jour pour contrer cette spirale négative. La collaboration avec un transformateur et un distributeur est la condition sine qua non pour accéder au marché et avoir une chance d'exister auprès des consommateurs. Les volumes valorisés sont toutefois marginaux, et un faible nombre de producteurs seulement bénéficient de prix plus rémunérateurs en lait d'industrie. En septembre 2019, IP Lait a introduit de nouvelles exigences (tapis vert) pour un standard sectoriel commercialisé sous la marque Swissmilk green (aux exigences modérées afin de rassembler une majorité de producteurs) et offrant un «supplément durabilité» de 3 centimes pour le segment A. En réalité, le supplément effectif est de 2 centimes, car le segment A ne représente que 70% des volumes transformés. Après une augmentation continue de la production, une détente semble se dessiner. Ces trois dernières années, les quantités commercialisées dans le segment C (produits de régulation vendus au prix du marché mondial) ont été insignifiantes. Autre indicateur, les stocks de beurre sont au plus bas. Une décrue de l'offre permettrait-elle une amélioration du gain du producteur selon la loi de l'offre et de la demande? Certes, le suivi du prix du lait d'industrie par la faïtière confirme une augmentation de près de 3 centimes entre les mois de septembre 2019 et 2020; elle s'explique d'une part par l'introduction du nouveau supplément durabilité, et d'autre part par l'abandon de la déduction pour le fonds de régulation. Dans le même intervalle, l'observatoire des marchés de la Confédération montre que la grande distribution a augmenté la brique de lait de 5 centimes... Elle a donc plus que répercuté sur le consommateur le renchérissement de l'achat de la matière première induit par le supplément durabilité. Peut-on espérer un redressement pour 2021? IP Lait a annoncé une augmentation du prix indicatif en segment A de 2 centimes dès 2021. Indicatif seulement et non contraignant! Le marché décidera.

POLITIQUE AGRICOLE

Chanvre cultivable

Depuis le 1^{er} janvier 2021, la production et la mise en circulation de semences et de plants destinés à la culture de chanvre CBD sont autorisées dans l'agriculture. La valeur limite pour le cannabinoïde psychotrope (THC) –stupéfiant qui demeure interdit – permet en effet une distinction suffisante avec le chanvre oléagineux et à fibres utilisé industriellement, ainsi qu'avec le CBD.

Swissness concluant

La réglementation Swissness, introduite en 2017 pour renforcer la protection de la «marque Suisse», a atteint son but. Le Conseil fédéral a décidé d'en maintenir les critères, mais estime toutefois que des améliorations seraient nécessaires pour son application à l'étranger – en étendant notamment le réseau d'accords bilatéraux – et pour la mise en œuvre de dérogations dans l'agroalimentaire.

Accords pour le bio

La Suisse a conclu un accord avec le Royaume-Uni pour poursuivre les échanges de produits bios après son retrait de l'Union européenne. La législation helvétique sur l'agriculture biologique continue ainsi d'être considérée comme équivalente outre-Manche. La Confédération, de son côté, reconnaît huit organismes de certification, agréés dans la législation européenne. L'accord est valable jusqu'à la fin de 2022 et sera ensuite converti en une solution à long terme.

Le bien-être a un coût

La prime pour le bien-être animal est trop faible dans l'engraissement de bovins et couvre à peine les coûts de l'élevage des porcs, selon une étude d'Agroscope. La viande répondant à des normes plus strictes en la matière peut généralement être vendue plus cher, mais entraîne également des coûts plus importants, rappelle l'Institut de recherche, qui préconise des contributions plus élevées.

Au secours des insectes

Souhaitant lutter contre la disparition des insectes, le Conseil national a récemment accepté une motion en ce sens, demandant que des mesures concrètes soient développées afin d'enrayer ce phénomène. À l'origine des discussions, une pétition lancée par les Amis de la nature Suisse, apisuisse, Dark-Sky Switzerland et l'Union suisse des paysans avait permis de récolter 165 512 signatures en cent jours. Il revient désormais au Conseil des États de se prononcer sur la question.



LA CHRONIQUE DE STÉPHANE DELEURY

EN DIRECT DU PALAIS FÉDÉRAL*

Les bêtes politiques

En politique, quelques individus sont affublés du titre honorifique de «bête politique». Derrière ce qualificatif se cachent des qualités comme la notoriété, une grande influence, de l'habileté, une résistance à toute épreuve et une solide assise médiatique. En général, la bête politique suscite le respect, voire la crainte. Angela Merkel est une bête politique. En Suisse, on considère par exemple que Pascal Couchepin fait partie de la famille des bêtes politiques. J'évite ici de dresser une liste exhaustive pour ne pas froisser toutes celles et tous ceux qui se prennent pour des bêtes politiques sans en être. Toutefois, parmi les bêtes politiques qui cartonnent en ce moment, j'aimerais citer *Gammarus fossarum*. En latin: crabe des fossés. Bien qu'il soit moins charismatique et de plus petite taille que l'ancien conseiller fédéral valaisan, ce petit crustacé est très répandu au nord des Alpes. Il a été nommé animal de l'année 2021 par l'organisation Pro Natura. Le gammare des ruisseaux, de son petit nom, n'a pas été choisi par hasard: c'est

un marqueur de la bonne santé des cours d'eau. Son absence est souvent le signe d'une pollution. Or ce printemps sera marqué par les votations sur les deux initiatives qui visent à interdire les pesticides en Suisse. Deux textes soutenus par Pro Natura. C'est là que la petite bête devient très politique. L'utilisation d'animaux pour sensibiliser à des causes est un grand classique de la communication. On pense évidemment au panda, emblème du WWF et véritable aspirateur à dons: quiconque croise le regard triste et doux de ce nounours chinois se retrouve immédiatement à puiser dans ses économies pour tenter d'éviter la sixième extinction de masse. L'ours polaire, pataud dans sa fourrure immaculée, est aussi devenu le symbole de la lutte contre le changement climatique. Là aussi, il faut bien admettre que ça marche plutôt bien pour créer une prise de conscience. Mettre en avant un tout petit crustacé recourbé et translucide (on est très loin du homard) pour sensibiliser à la pollution des

petits cours d'eau est un choix audacieux. Il n'existe pas à ma connaissance d'enfant qui se console avec un gammare des ruisseaux en peluche. Là où le panda nous fait fondre, *Gammarus fossarum* nous laisse perplexe avec ses sept paires de pattes tourbillonnantes. C'est sûr, tenter d'obtenir l'adhésion de la population avec cette semi-crevette est un défi qu'il convient ici de saluer. D'autres prennent bien moins de risques: ils mettent carrément en vitrine des bébés animaux pour gagner des voix. C'est la stratégie choisie par le Parti animaliste français. En une de son site internet, un chaton vous regarde droit dans les yeux et vous quémande un vote. Et ça marche: la formation politique revendique fièrement douze élus municipaux. À quand les koalas, les dauphins ou les chiots sur les affiches des grands partis politiques en Suisse?

* Tous les mois, le journaliste Stéphane Deleury partage sa vision de la politique agricole sous la coupole fédérale.